|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2021 Consultation virtuelle des Conseillers, 8-18 juin 2021** |  |
|  |  |
|  |  |
|  | **Document C21/22-F** |
| **12 mai 2021** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| DIXIÈME RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ CONSULTATIF INDÉPENDANT  POUR LES QUESTIONS DE GESTION (CCIG) | |

J'ai l'honneur de transmettre aux États Membres du Conseil un rapport du Président du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG).

Houlin ZHAO  
 Secrétaire général

DIXIÈME RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ CONSULTATIF INDÉPENDANT   
POUR LES QUESTIONS DE GESTION (CCIG)

|  |
| --- |
| Résumé  Ce dixième rapport annuel du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) à l'intention du Conseil de l'UIT contient les conclusions et les recommandations formulées par le CCIG conformément à son mandat en vue de leur examen par le Conseil.  Étant donné que le rapport du Vérificateur extérieur des comptes n'était pas disponible pour examen au moment où le CCIG tenait sa 29ème réunion (3‑5 mai 2021) sous forme virtuelle, les observations et l'avis du CCIG concernant le rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers pour 2020 feront l'objet d'un addendum au présent rapport.  Suite à donner  Le Conseil est invité à **approuver** le rapport du CCIG, ainsi que les recommandations pour suite à donner par le secrétariat.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  [*Résolution 162*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-162-F.pdf) *(Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires;* [*Décision 615*](https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0132/en) *du Conseil; Rapport annuels du CCIG:* [*Document*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0044/fr)[*C12/44*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0044/fr) *(Premier rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C13/65 + Corr.1*](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0065/fr) *(Deuxième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C14/22 + Add.1*](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0022/fr) *(Troisième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C15/22 + Add.1 et 2*](http://www.itu.int/md/S15-CL-C-0022/fr) *(Quatrième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C16/22 + Add.1*](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0022/fr) *(Cinquième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C17/22*](https://www.itu.int/md/S17-CL-C-0022/fr) *(Sixième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C18/22 + Add.1*](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0022/fr) *(Septième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [*Document C19/22*](https://www.itu.int/md/S19-CL-C-0022/en) *(Huitième rapport annuel du CCIG au Conseil);* [Document C20/22(Rév.1](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0022/en)) *(Neuvième rapport annuel du CCIG au Conseil)* |

# 1 Introduction

1.1 Le CCIG exerce, de manière indépendante, des fonctions consultatives spécialisées, afin d'aider le Conseil et le Secrétaire général à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance pour ce qui est de l'établissement de rapports financiers, des modalités relatives aux contrôles internes, des procédures de gestion des risques et des procédures de gouvernance, ainsi que d'autres questions relatives aux audits, conformément à son mandat. Le CCIG contribue donc à améliorer la transparence, à renforcer le principe de responsabilité et à favoriser une bonne gouvernance. Le CCIG ne procède à aucun audit, et ses fonctions ne font pas double emploi avec les fonctions de responsabilité ou d'audit, internes ou externes. Il veille à garantir une utilisation optimale des ressources affectées aux audits ou autres, conformément au cadre général de l'UIT en matière de garanties.

# 2 Composition et activités du CCIG

2.1 Le CCIG est actuellement composé des membres suivants:

– M. Kamlesh Vikamsey (Président)

– Mme Sarah Hammer

– M. Alexander Narukavnikov

– M. Honore Ndoko

– M. Henrique Schneider

2.2 Le dernier rapport annuel du CCIG à l'intention du Conseil a été présenté à la seconde consultation virtuelle des Conseillers de novembre 2020. En raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19, les réunions tenues par le Comité en 2021 (15-17 mars et 3-5 mai 2021) se sont déroulées en ligne.

2.3 Depuis la soumission de son dernier rapport annuel, le Comité a travaillé dans tous ses domaines de compétence, à savoir la fonction d'audit interne, la gestion des risques, les contrôles internes, l'évaluation, l'éthique, les états financiers et l'établissement de rapports financiers ainsi que la vérification extérieure des comptes.

2.4 Au cours de ses réunions, le CCIG a eu des discussions sur les questions de fond avec le Secrétaire général et le Vice-Secrétaire général, la Directrice du Bureau de développement des télécommunications, le Département de la gestion des ressources financières, l'Auditeur interne, le Vérificateur extérieur des comptes, le Conseiller juridique, le Responsable de l'éthique, le Département de la planification stratégique et des relations avec les Membres, le Département de la gestion des ressources humaines, la Division responsable du projet de bâtiment et d'autres représentants de la direction, selon les besoins.

2.5 Tous les rapports des réunions du Comité, ainsi que ses rapports annuels et d'autres documents essentiels, peuvent être consultés par les membres de l'UIT sur le site web public de l'UIT, dans la [partie consacrée au CCIG](http://www.itu.int/en/council/Pages/imac.aspx), ainsi que sur la page web du [Conseil de l'UIT](https://www.itu.int/fr/council/2018/Pages/default.aspx).

2.6 Les réunions virtuelles du CCIG ont dû être condensées, afin de permettre à tous les membres de participer depuis leur pays respectif. En conséquence, la durée de la prochaine réunion physique, qui aura lieu lorsque les conditions sanitaires le permettront, sera allongée pour garantir une étude de suivi approfondie des questions confiées au CCIG.

2.7 Les membres du CCIG se félicitent dans l'ensemble des interactions entre la direction de l'UIT et le CCIG dans le cadre d'un processus constructif, de la capacité d'adaptation et de la disponibilité de la direction pour traiter les questions du CCIG, ainsi que de la réactivité dont la direction fait preuve en sollicitant l'avis du CCIG sur plusieurs questions relevant de son champ d'action et de son domaine de compétence. On trouvera les observations et les recommandations se rapportant plus particulièrement aux sujets relevant de la compétence du CCIG dans les sections correspondantes du présent rapport.

Participation à la cinquième réunion annuelle des Comités de contrôle du système des Nations Unies

2.8 La cinquième réunion annuelle des Comités de contrôle du système des Nations Unies a eu lieu en ligne les 8 et 9 décembre 2020. Le CCIG était représenté par M. Honore Ndoko et s'est penché sur certaines activités de suivi, notamment les suivantes:

– En raison de la rapidité de la transformation numérique, accélérée par la pandémie de COVID-19, le CCIG examinerait les aspects de la gestion des risques, en particulier la cybersécurité et la manière dont l'UIT gère les risques associés.

– Soulignant l'importance de l'alignement sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les ODD et des progrès accomplis pour parvenir à leur réalisation, le CCIG ajouterait aussi ce thème à son programme de travail, et examinerait et donnerait un avis sur la contribution de l'UIT.

– En ce qui concerne l'analyse et l'évaluation des travaux du Comité, le CCIG est convenu de se soumettre à un questionnaire d'évaluation, et a réfléchi à la possibilité d'organiser un examen par les pairs et une évaluation conjointe avec un autre comité du système des Nations Unies. Le CCIG a déjà procédé à une auto-évaluation, dont les principaux résultats et éléments sont présentés dans la section ci-dessous.

2.9 Le CCIG reconnaît l'importance de ce cadre pour les présidents des Comités de contrôle du système des Nations Unies et se félicite de la poursuite des discussions constructives tenues au cours des réunions.

Auto-évaluation du CCIG

2.10 Le Comité a répondu à un questionnaire d'auto-évaluation couvrant un grand nombre de thèmes, conformément à la bonne pratique examinée lors de la cinquième réunion annuelle des Comités de contrôle du système des Nations Unies et à la recommandation du CCI correspondante.

2.11 Les membres du Comité estiment que, collectivement, ils disposent de l'ensemble des compétences et des qualifications professionnelles leur permettant d'assurer la fonction de supervision et de veiller à ce que le Secrétaire général, les fonctionnaires élus, le Secrétariat et le Conseil reçoivent des avis indépendants et pertinents sur la gouvernance, l'efficacité, la gestion des risques, les contrôles internes, l'audit et l'intégrité.

2.12 Les principales conclusions relatives aux domaines dans lesquels de nouvelles améliorations pourraient être envisagées sont les suivantes:

– Renforcer le processus de déclaration des éventuels conflits d'intérêt des membres du CCIG, en leur demandant de remplir et de signer un formulaire non seulement chaque année, mais aussi au début de chaque réunion du CCIG.

– Établir un processus visant à informer le CCIG du lancement d'une nouvelle enquête formelle pour fraude, ainsi que de la conclusion, des résultats et des suites des enquêtes (dans le respect du cadre juridique de l'organisation et en donnant au CCIG les informations lui permettant de s'acquitter de ses responsabilités).

– Mener chaque année des discussions approfondies sur des thèmes spécifiques avec les chefs de département ou de division/service.

Propositions de modification du mandat du CCIG

2.13 Le Comité a débuté les travaux en vue de proposer des modifications de son mandat, conformément aux dispositions du paragraphe 6 dudit mandat (Annexe de la Résolution 162 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires). Ces modifications seront présentées par le CCIG après sa prochaine réunion, en vue de leur soumission avec suffisamment d'avance au Conseil à sa session de 2022 pour approbation, puis pour examen par les États Membres à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT de 2022.

2.14 Dans le cadre de cet examen, le CCIG a comparé son mandat aux conditions définies par le CCI et aux bonnes pratiques d'autres comités d'audit/de contrôle des entités des Nations Unies. Les conclusions des rapports suivants du CCI sur le rôle et les responsabilités des comités d'audit et de contrôle font l'objet d'un examen:

– Rapport du CCI sur les comités d'audit et de contrôle des entités des Nations Unies ([JIU/REP/2019/6](https://www.unjiu.org/sites/www.unjiu.org/files/jiu_rep_2019_6_french_0.pdf)), qui contient des recommandations spécifiques sur le mandat des comités à l'intention des organes délibérants.

– Examen des progrès accomplis par les entités des Nations Unies dans le renforcement de la fonction d'enquête ([JIU/REP/2020/1](https://www.unjiu.org/sites/www.unjiu.org/files/jiu_rep_2020_1_french_0.pdf)), en particulier la Recommandation 6 relative au rôle du comité d'audit et de contrôle en ce qui concerne la fonction d'enquête.

Situation des recommandations formulées par le CCIG

2.15 Conformément à la pratique habituelle, et afin d'aider le Conseil à suivre les mesures prises en application des recommandations du CCIG, le Comité a examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations qu'il avait formulées précédemment, qui est présenté dans l'Annexe 1.

2.16 À ce jour, 85% des recommandations du CCIG ont été appliquées, et 9 recommandations (~15%) sont actuellement mises en œuvre par le secrétariat.

# 3 Leadership mondial et rôle de l'UIT dans le monde de l'après-COVID-19

3.1 Le Comité a accueilli avec satisfaction la note d'information qu'il a reçue au sujet des conséquences de la pandémie actuelle de COVID-19 sur le fonctionnement et les activités de l'UIT, sous la forme d'un résumé d'une analyse préliminaire des incidences présentant les données disponibles, les enseignements tirés et les principaux aspects à examiner ultérieurement.

3.2 La pandémie a mis en lumière la triste réalité de la fracture numérique dans le monde. Alors que le monde a pris conscience de cette fracture numérique, il est capital que chaque être humain dispose d'un accès à l'Internet, le mandat de l'UIT confié par la communauté internationale et qui consiste à "réduire la fracture numérique" devenant de ce fait plus pertinent et vital que jamais. L'UIT a joué un rôle moteur pour définir, en partant de ce constat, ce qui doit être fait pour réduire la fracture numérique. Le CCIG se félicite du rôle que joue l'UIT dans le monde de plus en plus numérique dans lequel nous vivons et recommande à l'Union de continuer de chercher des moyens d'établir la connectivité dans le monde entier, en s'appuyant sur son rôle de promoteur de la transformation numérique.

# 4 Gestion financière

4.1 Le CCIG a continué de suivre les questions financières et s'est entretenu avec le Département de la gestion des ressources financières au sujet des faits nouveaux survenus en la matière. Depuis la soumission de son dernier rapport au Conseil, le Comité a été informé en particulier de l'établissement du projet de budget pour la période 2022-2023, de l'évolution des discussions sur le financement des engagements au titre de l'Assurance maladie après la cessation de service (ASHI) à l'échelle des Nations Unies, ainsi que des risques financiers liés à la pandémie de COVID-19.

4.2 Le Comité s'est particulièrement interrogé sur la situation de trésorerie de l'organisation, ainsi que sur les conséquences financières à long terme de la pandémie, et a mis en avant les risques liés à la situation actuelle, en particulier au niveau des liquidités, ainsi que le processus de restitution du matériel fourni aux fonctionnaires pour leur permettre de travailler à distance. Toutefois, il convient de noter que la direction confirme qu'à ce stade, près de 96% des contributions dues ont été perçues en 2020, et la tendance se confirme également pour 2021, ce qui atténue le risque lié aux liquidités à court terme.

4.3 En ce qui concerne l'ASHI, le CCIG a pris note de la décision de la direction de prévoir des ressources budgétaires à compter de 2022 pour le système de financement des nouveaux recrutements.

4.4 Le CCIG continuera de dialoguer avec le Département de la gestion des ressources financières sur ces questions.

# 5 Vérification extérieure des comptes

5.1 Le CCIG a continué de dialoguer régulièrement avec le Vérificateur extérieur des comptes, en tenant à la fois des réunions à huis clos avec la Cour des comptes italienne et des séances en présence des membres de la direction de l'UIT. Plusieurs points et questions ont été étudiés en profondeur avec le Vérificateur extérieur des comptes pendant ces séances.

5.2. Le CCIG s'est entretenu avec la Cour des comptes italienne, notamment au sujet du suivi du cas de fraude dans un bureau régional révélé en 2018, des mesures de suivi prises par le secrétariat et des progrès accomplis en vue de remédier aux déficiences qui ont conduit le Vérificateur extérieur des comptes à formuler une opinion avec réserve pour les états financiers de 2018 et 2019.

5.3 Lors des sessions à huis clos, le CCIG a notamment obtenu la confirmation de l'indépendance de la Cour des comptes italienne. Le Comité avait formulé cette demande de confirmation en vertu de son principe de diligence due.

5.4 Le CCIG a eu la possibilité d'examiner le calendrier et les thèmes/domaines du programme de travail relatif à la proposition de plan d'audit pour 2021, et se réjouit d'avance de recevoir le rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers pour l'exercice 2020, lorsqu'il sera disponible.

# 6 Audit interne

6.1 Le CCIG a continué de formuler des avis sur la fonction d'audit interne et de collaborer avec l'Unité de l'audit interne.

6.2 Le Comité a reçu à intervalles réguliers des informations du Chef de l'Unité de l'audit interne sur l'état d'avancement actuel des travaux de l'Unité de l'audit interne, le plan d'audit interne pour 2021 et l'exercice de vérification juricomptable mené par PwC.

6.3 Dans son rapport annuel de 2020 à l'intention du Conseil, le CCIG avait recommandé que l'Unité de l'audit interne soit considérablement renforcée sur le plan des ressources, de la portée et de l'adéquation des processus.

6.4 Le Comité se félicite donc du renforcement des ressources de l'Unité de l'audit interne, avec la création d'un poste d'auditeur interne principal pour remplacer le poste d'assistant d'audit, dont le titulaire est parti à la retraite. Le CCIG espère que ce poste sera pourvu rapidement, de manière à ce qu'une plus grande attention soit portée sur les travaux d'audit directs. Le Comité va donc continuer à suivre les progrès accomplis concernant la mise en œuvre de sa recommandation à cet égard.

6.5 Le CCIG a également demandé quel était le processus suivi pour élaborer le plan d'audit. Le Comité a recommandé de continuer à appliquer une approche d'audit fondée sur les risques pour mettre au point le plan d'audit, qui comprenant l'évaluation des risques dans le domaine de l'audit interne, ce qui permet de garantir que l'audit couvre les principaux domaines de risques pour une période donnée (par exemple de 3 à 5 ans). Le CCIG recommande que les travaux concernant la conformité et la formulation d'avis soient fondés sur l'évaluation des risques et les besoins de contrôle spécifiques, et que l'on continue de se concentrer principalement sur les travaux d'audit directs définir et mettre en œuvre le programme de travail.

6.6 Dans son huitième rapport annuel soumis au Conseil à sa session de 2019, le CCIG avait souligné que le secrétariat avait rejeté sa demande d'obtention d'un exemplaire du rapport d'enquête complet et de tous les documents pertinents à la suite du cas de fraude dans un bureau régional, qui lui aurait permis de s'acquitter de ses responsabilités aux termes de la Résolution 162 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, en donnant un avis au Conseil sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne de l'UIT. Le CCIG a finalement pu consulter une version caviardée du rapport d'enquête, quelque 14 mois après la date à laquelle la fraude a été identifiée.

6.7 Le Comité se félicite des mesures prises par le secrétariat en vue d'améliorer le processus d'échange d'informations rapide, qui permettront au CCIG de s'acquitter de ses responsabilités dans le respect du cadre juridique de l'UIT.

# 7 Suites données au cas de fraude dans un bureau régional/Groupe de travail sur les contrôles internes

7.1 Le Comité a continué de recevoir des informations détaillées sur toutes les mesures de suivi liées au cas de fraude dans un bureau régional émanant du Président du Groupe de travail sur les contrôles internes, de la Directrice du BDT et de l'équipe de la haute direction dont le Groupe fait partie.

7.2 Le CCIG a accueilli avec satisfaction le plan soumis par le Groupe et s'est félicité de la mobilisation importante de ressources au sein des différentes entités du secrétariat, qui ont pris en charge un volume de travail considérable et appliqué des mesures allant toutes dans la bonne direction.

7.3 Le Comité s'est réjoui des progrès considérables accomplis en vue d'améliorer les contrôles internes à l'échelle de l'organisation, qui ont d'abord été établis au sein du Bureau de développement des télécommunications et des bureaux régionaux, puis appliqués à l'organisation tout entière: renforcement des procédures de contrôle interne du BDT (renforcement des contrôles des bourses, plans de voyages, contrôle du travail des consultants, renforcement des procédures en matière de voyages, supervision renforcée au niveau des projets – et création d'un Comité directeur des projets du BDT, gestion des actifs pour les projets); renforcement des procédures financières et de passation des marchés (nouvelles procédures pour la passation des marchés d'un montant inférieur à 20 000 CHF, manuel sur la passation des marchés, suivi des montants cumulés des bons de commande par fournisseur, contrôle renforcé de la petite caisse, gestion des comptes bancaires et des liquidités au sein des bureaux régionaux et des bureaux de zone de l'UIT); et mesures mises en place concernant la gouvernance, l'éthique et la détection des fraudes (politiques de lutte contre la fraude, la corruption et d'autres pratiques prohibées, lignes directrices en matière d'enquête, disposition relative à la garantie d'une procédure régulière en cas de fraude dans les accords relatifs à des projets, inspection des projets des bureaux régionaux, politiques renforcées en matière de parrainage, Ordre de service relatif à la protection des dénonciateurs, amélioration des déclarations de situation financière, politique de mobilité du personnel).

7.4 Le CCIG salue la participation de l'équipe de direction à l'intégralité du processus et note les améliorations résultant des travaux menés et des contrôles mis en place.

7.5 Le CCIG prend note du fait que les résultats de ces travaux représentent un pas important vers la clôture du cas de fraude et l'élimination des lacunes identifiées auparavant, et encourage la direction à mettre en œuvre pleinement et sans tarder les quelques mesures correctives en suspens et en cours de mise en œuvre.

# 8 Suivi de l'examen de la présence régionale

8.1 Le CCIG a reçu des informations détaillées présentées par la Directrice du BDT et l'Adjoint à la Directrice au sujet des recommandations formulées par PwC dans son rapport sur l'examen de la présence régionale de l'UIT.

8.2 Le Comité salue la décision d'établir un Groupe ad hoc du GTC-FHR pour se concentrer sur le sujet important que constitue la présence régionale de l'UIT. Le CCIG a examiné le mandat du Groupe ad hoc et a suivi ses travaux.

8.3 Le CCIG aurait aimé que le rapport de PwC soit davantage axé sur une approche stratégique et les réponses conceptuelles à apporter aux questions sur le rôle, l'efficacité et l'efficience de la présence régionale de l'UIT.

8.4 Le Comité apprécie l'approche de la direction et le mécanisme interne mis en place pour donner rapidement suite aux recommandations spécifiques, qui appuient et renforcent le programme des réformes de l'UIT.

8.5 Le CCIG aimerait que le Groupe ad hoc du GTC-FHR examine surtout les aspects stratégiques de la présence régionale de l'UIT pour améliorer l'exécution du mandat de l'UIT dans le monde. Compte tenu de l'importance de ce sujet, le CCIG encourage le Groupe ad hoc à prendre des décisions audacieuses, même si elles sont susceptibles d'avoir des incidences financières.

8.6 Le CCIG souhaite donc inviter le Conseil à prendre part au processus et à examiner la question non seulement du point de vue financier et des coûts, mais aussi du point de vue stratégique, afin de prendre les décisions judicieuses attendues qui donneront des orientations stratégiques au secrétariat et permettront de mettre en œuvre efficacement les recommandations qui amélioreront et moderniseront la présence régionale de l'UIT.

# 9 Projet de construction des locaux du siège de l'UIT

9.1 Le CCIG a continué de recevoir à intervalles réguliers des informations du Chef de la Division de la gestion des installations et du projet de bâtiment au sujet des progrès accomplis et des faits nouveaux survenus dans le cadre du projet de construction des locaux du siège de l'UIT.

9.2 Le CCIG constate avec satisfaction que la mise en œuvre du projet est jusqu'à maintenant maîtrisée et que le plan de financement est achevé.

9.3 Le CCIG continuera de suivre l'avancement du projet, compte tenu de son importance et des risques qu'il implique.

# 10 Initiative en faveur de la transformation numérique

10.1 Le Comité a reçu des informations détaillées du Vice-Secrétaire général concernant l'Initiative en faveur de la transformation numérique, qui a été créée en tant que projet-cadre à mettre en œuvre selon une approche échelonnée, en commençant par savoir "ce qu'il faut transformer", puis en déterminant "la façon de procéder à cette transformation".

10.2 Le CCIG souscrit aussi largement à la nécessité de faire de l'UIT un chef de file dans ce domaine au sein du système des Nations Unies. Le Comité a fait remarquer que la transformation numérique devrait être un processus continu et constant et une priorité pour l'UIT, et a souligné combien il est important qu'il concerne toute l'organisation.

10.3 Le Comité a rappelé combien la transformation numérique contribue à la concrétisation du concept d'une UIT unie dans l'action, et a recommandé que des ressources soient allouées spécifiquement à cette initiative.

|  |
| --- |
| **Recommandation 1 (2021)**: Le CCIG recommande que l'UIT poursuive l'Initiative en faveur de la transformation numérique et encourage l'UIT à mobiliser des ressources pour devenir un chef de file dans ce domaine au sein du système des Nations Unies et à montrer l'exemple aux autres institutions. |

# 11 Bureau de l'éthique

11.1 Le CCIG a continué de s'entretenir avec le Responsable de l'éthique et de recevoir régulièrement des informations de sa part, et de discuter des faits nouveaux et de l'avancée des travaux. Parmi les sujets abordés figuraient la gestion des déclarations de situation financière de tous les fonctionnaires, le rôle du Bureau de l'éthique en matière de gestion des examens préliminaires des allégations de faute, l'objectif de renforcement des cadres et de simplification du processus d'établissement de rapports, les formations en cours et la nouvelle politique relative à la protection des dénonciateurs.

11.2 Le Comité s'est félicité des travaux menés par le Bureau et a formulé des avis relatifs à la charge de travail liée au traitement des déclarations de situation financière.

11.3 Le CCIG a soulevé plusieurs questions au sujet du rôle que joue le Bureau de l'éthique dans la conduite des examens préliminaires des allégations signalées, concernant les ressources disponibles pour le travail courant, la surveillance et le suivi dans le domaine de l'éthique.

11.4 Le Comité insiste à nouveau sur l'importance de la fonction d'éthique et s'attend à ce que les ressources affectées continuent d'être adéquates pour financer la mise en œuvre de l'ensemble du programme de travail du Bureau de l'éthique.

# 12 Fonction d'investigation

12.1 Dans son neuvième rapport annuel soumis au Conseil à sa session de 2020, le Comité avait indiqué que la mise en place d'une ressource spécifique pour les enquêtes constituait une priorité. Le CCIG se félicite de la création du poste correspondant et espère qu'il sera pourvu dans les meilleurs délais et produira les résultats escomptés.

# 13 Gestion des risques et tableau de bord de la conformité à l'échelle de l'UIT

13.1 Le CCIG a continué de suivre de près les évolutions concernant les mesures de gestion des risques à l'UIT et la mise en œuvre du plan d'action visant à les renforcer.

13.2 Le Comité s'est félicité des progrès accomplis concernant la mise en œuvre du plan d'action et de son achèvement, et a insisté sur le fait qu'il était nécessaire que le registre des risques et le tableau de bord de la gestion des risques soient utilisés par une masse critique au sein de l'organisation, qu'ils fassent l'objet d'une surveillance active et qu'ils ne deviennent pas des outils statiques.

13.3 Le Comité a également pris note de la mise en place du tableau de bord de la conformité à l'échelle de l'UIT. Il s'en est félicité et a souligné qu'il importait de garantir que tous les responsables s'approprient cet outil et acceptent de l'utiliser pour en faire un outil exploitable. Le Comité a recommandé d'évaluer l'utilisation de l'outil dans un an.

# 14 Mise en œuvre de projets par le Bureau de développement des télécommunications

14.1 Le CCIG a reçu des informations détaillées et exhaustives sur la mise en place de pratiques plus solides en matière de gestion de projets dans le Secteur du développement des télécommunications, avec notamment la création du Comité de gestion de projets, le renforcement des compétences en gestion de projets et l'amélioration des mécanismes de contrôle et de suivi. Le Comité a eu aussi la possibilité de discuter de certains des problèmes qui subsistent en ce qui concerne l'évaluation, la clôture des projets et l'application de nouvelles lignes directrices relatives à la passation des marchés.

14.2 Le Comité a salué les efforts déployés par le secrétariat et a donné un avis sur la manière de surmonter certaines des difficultés. Le CCIG a notamment recommandé, dans le cas des plus grands projets, d'envisager la mise en place de processus de garantie pour une mise en œuvre au niveau local, d'instaurer des freins et contrepoids supplémentaires et de présenter des rapports sur la qualité et les coûts du projet. Par ailleurs, le Comité a insisté sur la nécessité d'adopter une stratégie d'évaluation globale, qui devrait également devenir ensuite une initiative à l'échelle de l'organisation, et qui permettrait à l'organisation de tirer des enseignements des expériences passées et de garantir aux donateurs que les projets qu'ils financent produisent des effets. Ces mesures pourraient être intégrées dans le cadre des enveloppes financières des projets.

# 15 Fonction d'évaluation

15.1 Le Comité a étudié les évolutions précédentes et l'élaboration de la politique et des lignes directrices relatives à l'évaluation en 2017, ainsi que les progrès accomplis en matière d'évaluation et l'état actuel de celle-ci dans l'organisation.

15.2 Comme indiqué également dans la section précédente, le CCIG souhaite insister de nouveau sur l'importance de l'évaluation et sur la nécessité pour l'organisation de la poursuivre de façon plus ciblée, en renforçant la culture de l'évaluation au sein de l'Union, avec une direction qui montre l'exemple, et en intégrant progressivement l'évaluation dans chaque initiative ou projet de grande ampleur.

# 16 Une UIT unie dans l'action

16.1 Comme indiqué dans son neuvième rapport annuel soumis au Conseil à sa session de 2020, le CCIG continuera d'assurer un suivi du concept "Une UIT unie dans l'action", afin de formuler les éventuels avis nécessaires concernant l'amélioration des processus de gestion pour aller dans ce sens.

16.2 Dans l'ensemble, le Comité a pris note des initiatives menées à l'échelle de l'organisation en ce sens et s'en félicite.

# 17 Discussions avec la direction de l'UIT/divers

17.1 Conformément à ses pratiques habituelles, le CCIG a continué d'échanger avec le Secrétaire général de l'UIT sur les délibérations et les observations à la réunion du Comité, notamment sur les domaines auxquels la direction devra peut-être accorder une attention particulière. Le CCIG prend note des discussions ouvertes et constructives avec le Secrétaire général, et se réjouit vivement de son implication, de son engagement et de son action en vue de remédier aux problèmes soulevés par le Comité.

17.2 Les membres du CCIG tiennent à renouveler l'expression de leur gratitude au Vice-Secrétaire général, aux Directeurs des Bureaux et aux fonctionnaires de l'UIT pour leur appui, leur coopération et leur attitude constructive en vue de favoriser le fonctionnement efficace du Comité. En particulier, le Comité est reconnaissant de l'appui louable du secrétariat et des moyens de téléconférence et vidéo mis à disposition et de l'appui correspondant fourni pour ses réunions virtuelles qui ont eu lieu pendant la pandémie de COVID-19.

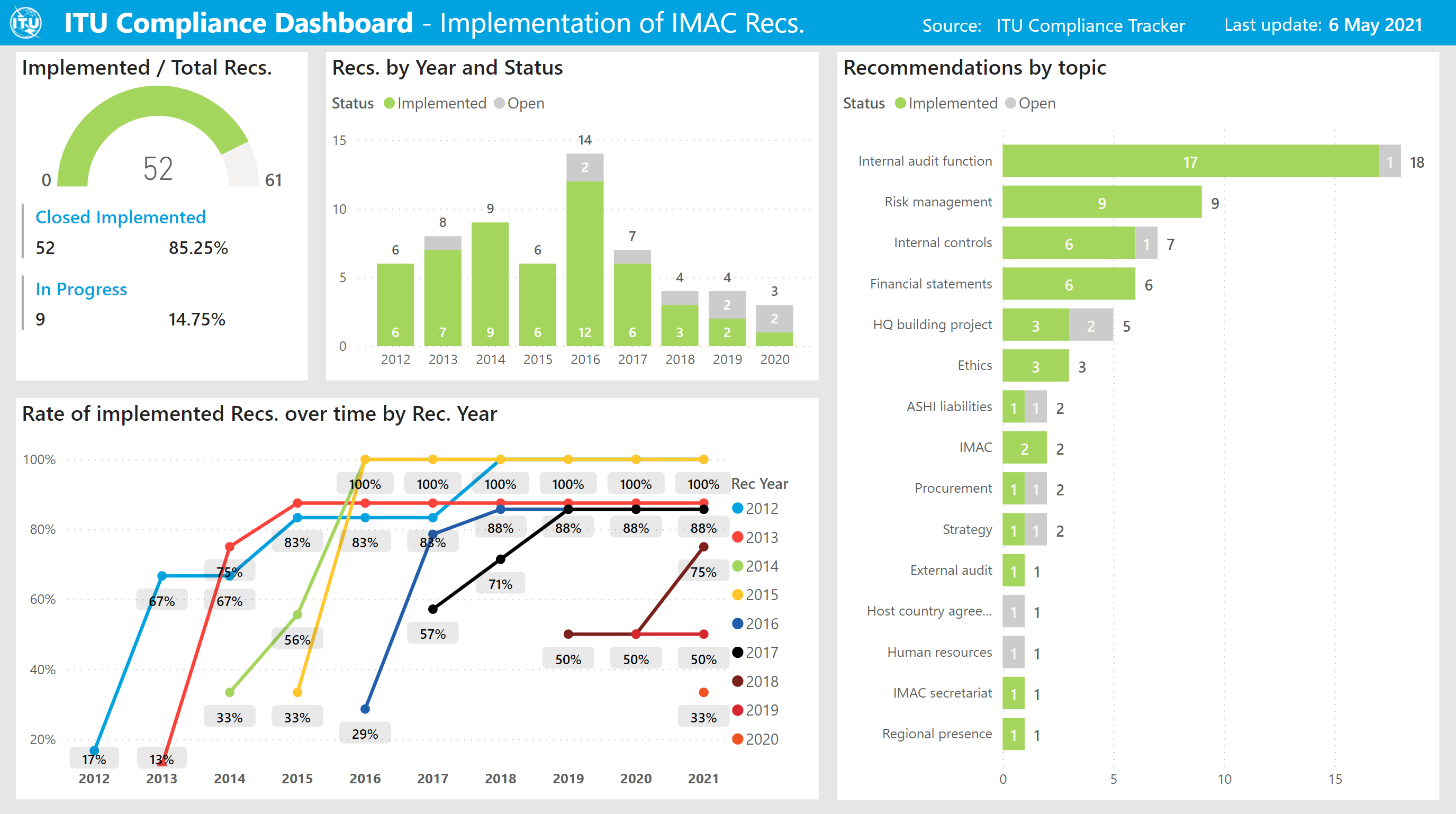
17.3 Le Comité souhaite aussi remercier les États Membres et le Conseil d'avoir confié ces responsabilités importantes aux membres du CCIG.

17.4 La composition du CCIG, ses responsabilités, son mandat et ses rapports sont disponibles sur le site web public de l'UIT, dans la partie consacrée au CCIG: <http://www.itu.int/imac>.

Annexe 1: Mise en œuvre des recommandations du CCIG

Source: Outil de suivi de la conformité de l'UIT – Dernière mise à jour: **6 mai 2021**

**Tableau de bord de la conformité à l'échelle de l'UIT – Mise en œuvre des Rec. du CCIG**



En cours

**85,25%**

**14,75%**

Mise en œuvre achevée

**Mises en œuvre/Nombre total de Rec.**

**Rec. par année et par état d'avancement**

État d'avancement: l Mise en œuvre l En suspens

**Recommandations par domaine**

État d'avancement: l Mise en œuvre l En suspens

Fonction d'audit interne

Gestion des risques

Contrôles internes

États financiers

Projet de bâtiment du siège

Éthique

Passifs de l'ASHI

CCIG

Passation de marchés

Stratégie

Audit externe

Accord de pays hôte...

Ressources humaines

Secrétariat du CCIG

Présence régionale

**Évolution du taux de Rec. mises en œuvre dans le temps, par année – Rec. de l'année**

Situation des Recommandations en suspens du CCIG

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ID Rec. | Recommandation | État d'avancement | Mesures prises par la direction | Dépt. | Date Rec. |
| **IMAC 2013/6** | Le CCIG recommande que l'UIT envisage de fixer et de faire respecter un délai clair et sans ambiguïté pour la négociation et la signature d'accords de pays hôte pour ses bureaux régionaux et de zone, faute de quoi d'autres mesures devraient être envisagées. | En cours | Un accord de pays hôte formel a été signé pour le Bureau de zone d'Indonésie (pour lequel il n'existait aucun accord formel) en avril 2017 après huit années de négociation. Une révision de l'accord de pays hôte actuellement en vigueur pour le Bureau régional de Bangkok pourrait également être achevée sous peu – la mesure de suivi la plus récente a été l'envoi d'une lettre aux autorités thaïlandaises par la Directrice du BDT. Enfin, les négociations relatives à la conclusion d'un accord de pays hôte pour le Bureau de zone du Chili restent en suspens. | BDT | Juin 2013 |
| **IMAC 2016/4** | Le CCIG recommande que la direction de l'UIT suive les discussions du Groupe de travail des Nations Unies sur l'ASHI et élabore un plan de financement de ce passif pour l'avenir. | En cours | L'UIT a participé aux travaux du Groupe de travail des Nations Unies sur l'ASHI. L'examen de cette question a été mené à bien et les résultats ont été transmis au Secrétaire général de l'ONU. Toutes les observations soumises par les membres du Comité de haut niveau sur la gestion (HLCM) dans le cadre de l'examen du projet de rapport ont été intégrées dans le rapport final dans toute la mesure possible.  Le rapport n'a pas été soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies comme prévu initialement. Pour remplacer le Groupe de travail des Nations Unies sur l'ASHI, des discussions sont actuellement en cours en vue de créer un nouveau groupe des Nations Unies sur le régime d'assurance maladie, mais aucune décision n'a été prise jusqu'à maintenant. L'UIT suit toujours les discussions au sein du Groupe d'action des Nations Unies pour la mise en œuvre des normes IPSAS et tiendra le CCIG informé des faits nouveaux.  Il convient de mentionner ici que le Fonds ASHI a été établi le 1er janvier 2014 et que son solde au 31 décembre 2020 s'élevait à 13 millions CHF. | FRMD | Juin 2016 |
| **IMAC 2016/13** | Le CCIG recommande que l'UIT examine les avantages qu'offrirait le recours aux services d'un expert professionnel indépendant lors du processus d'évaluation de la valeur marchande la vente de la Tour de l'UIT et des négociations sur cette vente.  Le Comité recommande qu'il soit fait appel à des experts spécialisés, internes ou de l'extérieur, en matière de projets et de gestion des risques, pour la mise en œuvre de ce projet. | En cours | Conformément au point 11 du *charge le Secrétaire général* de la Décision 588 du Conseil (session de 2016), la valeur marchande de la Tour sera évaluée une fois que la Suisse aura répondu à la demande de l'UIT concernant la seconde tranche du prêt et avant l'éventuelle cession de la Tour, en trouvant un juste équilibre entre ces informations d'évaluation obtenues précédemment et leur cohérence avec le dynamisme du marché. Le processus d'évaluation sera mené par un expert extérieur indépendant placé sous la responsabilité de la direction de l'UIT. De même, un cabinet spécialisé extérieur indépendant s'occupera des éventuelles démarches auprès des acquéreurs potentiels et de la cession de la Tour.  Une équipe de projet dédiée a été constituée et est en place (un registre des risques a été élaboré et est tenu à jour, à la fois par des ressources internes et de l'extérieur). | FMBPD | Juin 2016 |
| **IMAC 2017/7** | Le CCIG recommande à l'UIT d'examiner les avantages qu'il y aurait à se doter d'une capacité d'audit, en faisant appel à des experts dotés de compétences spéciales dans ce domaine et, en temps utile, à procéder à un audit indépendant des comptes établis pour la construction du bâtiment. | En cours | La structure adoptée pour la gestion du projet prévoit un mécanisme de surveillance globale, comprenant les États Membres et des fonctions internes de l'UIT. Ainsi, une nouvelle division dénommée "Division responsable du projet de nouveau bâtiment" a été créée au sein Bureau du Secrétaire général et placée sous la supervision du Vice-Secrétaire général.  L'équipe de projet dédiée est dirigée par le conseiller principal pour le projet de construction au grade P5, qui supervise une équipe composée d'un coordonnateur chargé de l'architecture et de l'ingénierie (P3) possédant une expérience dans le domaine technique et de la construction, et d'un assistant administratif (G6). Le responsable des achats (P4) recruté récemment à l'extérieur avec une expérience spécifique dans le domaine des achats pour les projets de construction affecté spécialement au projet, mais travaille sous la supervision du Chef de la Division des achats. La Division responsable du projet de nouveau bâtiment est opérationnelle depuis le 1er avril 2019.  Le Vérificateur extérieur des comptes se concentrera sur l'audit financier des comptes établis, alors que le projet fait partie de la liste des points que les vérificateurs extérieurs examineront dans leur plan d'audit cette année. | IAU | Juin 2017 |
| **IMAC 2018/2** | Le CCIG recommande que l'UIT s'emploie à harmoniser son modèle de fonctionnement, sa stratégie en matière de ressources humaines et ses principaux domaines d'action avec la vision stratégique de l'Union, afin d'être une organisation adaptée aux besoins, compte tenu de l'accélération de la transformation numérique et du développement de la société de l'information. Le CCIG est prêt à fournir des avis à cet égard. | En cours | Le Département HRMD a élaboré et applique la Stratégie de l'UIT centrée sur le personnel pour la période 2020-2023 et le plan stratégique pour les ressources humaines.  Compte tenu des travaux du Comité de haut niveau sur la gestion, du rapport JIU/REP/2019/4 et des bouleversements provoqués par le COVID‑19, le programme d'analyse des lacunes en matière de compétences et d'évaluation de la culture à l'UIT et le programme d'évaluation de la culture en matière de leadership visent à renforcer les capacités de l'UIT, pour veiller à ce que l'Union reste le chef de file de l'écosystème des TIC. Les deux programmes portent sur les capacités internes (direction et personnel de l'UIT) et les capacités extérieures (la manière dont les membres et le personnel de l'UIT interagissent avec les parties prenantes extérieures et les Membres).  Le programme d'analyse des lacunes en matière de compétences et d'évaluation de la culture à l'UIT et le programme d'évaluation de la culture en matière de leadership de l'UIT sont conçus et mis en œuvre selon une méthode consultative et inclusive appliquée à l'échelle de l'Union.  Le plan d'action et les recommandations découlant des projets seront examinés par la direction début mai 2021. | SPM | Juin 2018 |
| **IMAC 2019/1** | Afin de réduire le risque de fraude, d'irrégularités et d'atteinte à la réputation de l'organisation, le CCIG recommande à l'UIT de procéder à des améliorations et de mettre en place des mécanismes de contrôle adaptés, de façon à permettre une supervision efficace et à garantir la responsabilisation lorsque les processus applicables en matière de supervision et de contrôle par l'encadrement sont négligés. Cette question devrait se voir accorder un rang de priorité élevé. | En cours | La Directrice du BDT a créé un Groupe de travail de la haute direction pour examiner et renforcer les contrôles internes sur la gouvernance, l'éthique/la détection des fraudes et les procédures essentielles. Un grand nombre de mesures, de lignes directrices et de politiques relatives au contrôle ont été appliquées en 2019 et 2020. Les mesures à mener à bien en 2021 sont les suivantes: nouveau système et nouvelles procédures de recrutement électronique; intégration de fonctions essentielles dans le système SAP; déclaration d'intérêts et formation sur la dénonciation d'un manquement; et examen du cadre en matière de responsabilisation. | BDT | Juin 2019 |
| **IMAC 2019/4** | Le CCIG recommande à l'UIT d'appliquer avec rigueur les prescriptions figurant dans ses lignes directrices relatives à la passation de marchés ainsi que toutes les directives architecturales applicables en ce qui concerne l'ensemble des éléments de construction financés par des parrainages ou des dons dans le cadre du projet. | En cours | Aux termes du point 10 du *charge le Secrétaire général* de la Décision 619 adoptée par le Conseil à sa session additionnelle de 2019, le Secrétaire général est chargé de continuer de respecter les normes les plus strictes en matière d'éthique et de passation de marchés dans le cadre de toutes les procédures d'appel d'offres qui seront organisées pendant toute la durée du projet. Le processus de passation de marchés relatif à l'établissement du Contrat d'entreprise général sera exécuté conformément à ces instructions en appliquant le Manuel sur la passation des marchés et le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT. | FRMD | Juin 2019 |
| **IMAC 2020/1** | Au sein de toute organisation, l'audit interne constitue la troisième ligne de défense pour fournir des garanties quant à la gestion des risques et aux processus de contrôle interne de l'organisation. Le CCIG recommande que l'Unité de l'audit interne soit considérablement renforcée sur le plan des ressources, de la portée et de l'adéquation des processus. | En cours | Avis de vacance publié le 15 février 2021, processus de sélection en cours tout au long des deuxième et troisième trimestres de 2021, conformément aux procédures de recrutement des ressources humaines. | IAU | Décembre 2020 |
| **IMAC 2020/2** | Le CCIG recommande à la direction d'examiner le processus actuel concernant le renforcement du système ERP du Département HRMD et d'étudier cette question à titre prioritaire, afin de trouver la solution la plus adaptée. | En cours | L'UIT appuie les recommandations visant à renforcer l'intégration des processus opérationnels existants dans le système ERP pour réduire le traitement manuel et introduire davantage de fonctions d'automatisation, à des fins de simplification, de réduction du temps de traitement et de réduction des risques. Tous les bogues (découlant des changements et des nouvelles règles introduits par la CFPI) ont été résolus, les dernières corrections devant être reflétées sur les états de paie d'avril 2021. De nouvelles fonctionnalités ont été déployées: nouveaux rapports de l'UNSMIS, génération automatique des lettres de nomination et prolongations de contrat, modules RH pour les indemnités pour frais d'études. La comptabilisation des indemnités pour frais d'études dans le module de comptabilité devrait être déployée d'ici à juin 2021. La mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités identifiées se poursuit: mise en œuvre de l'identifiant universel de la CCPPNU, nouvelle version des rapports annuels de la CCPPNU. De nouveaux projets prioritaires qui n'étaient pas sur la liste de 2020 ont été lancés (avec un délai fixé à fin 2021): nouveau système de gestion des recrutements de l'UIT, nouveau système de gestion de l'apprentissage de l'UIT et migration du système de gestion des experts du BDT vers le système SAP-ERP. | HRMD | Décembre 2020 |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_